

RÉSUMÉ POUR LES MEDIAS :

Viande, lait et autres : des innovations politiques pour des systèmes d'élevage inclusifs et durables en Afrique

Un rapport du Panel Malabo Montpellier

Présentation

Influencées par la hausse des revenus et l'urbanisation, les habitudes alimentaires en Afrique évoluent rapidement vers une consommation accrue de viande. En 2013, l'Africain moyen consommait 19 kg de viande et 44 kg de lait. En 2050, avec une population qui devrait atteindre 2,2 milliards d'habitants, cette consommation devrait passer à 26 kg de viande et 64 kg de lait ([FAO](#)).

Depuis longtemps considéré comme l'un des actifs agricoles les plus précieux pour les populations pauvres des zones rurales et urbaines (en particulier les femmes et les éleveurs), l'élevage constitue une source importante de revenus et une assurance contre les chocs socio-économiques et climatiques. Il offre des possibilités d'emploi et contribue de manière significative à la sécurité alimentaire et à l'amélioration des résultats nutritionnels. Avec la demande croissante d'une population en augmentation, le secteur de l'élevage en Afrique (qui représente 30 à 80 % du PIB agricole des pays) est appelé à jouer un rôle crucial pour assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi que pour favoriser la croissance économique.

Un nouveau rapport du Panel Malabo Montpellier propose des stratégies de promotion durable de la croissance dans le secteur de l'élevage, en s'inspirant de l'expérience de quatre pays africains – l'Afrique du Sud, l'Éthiopie, le Mali et l'Ouganda. En effets, ces pays se distinguent par leurs résultats positifs obtenus en termes d'innovation institutionnelle et politique, et d'interventions programmatiques.

L'élevage en Afrique dépend largement des zones de pâturages et se pratique dans un contexte de pénurie croissante de terres et d'eau. Ainsi, l'un des principaux défis pour assurer la croissance durable de ce secteur consiste à fournir suffisamment d'aliments pour animaux. Malgré les progrès réalisés dans toute l'Afrique dans ce domaine, la disponibilité d'aliments de haute qualité à prix raisonnable reste un défi majeur à surmonter pour accroître la productivité. En outre, les producteurs subissent des fluctuations saisonnières de plus en plus fréquentes et intenses, les pâturages sont transformés en terres arables, produisant un impact sur le rendement, la croissance et la reproduction du bétail.

Le respect des normes strictes en matière de santé et de sécurité constitue également un défi. Aujourd'hui encore, ces mesures représentent un obstacle pour de nombreux éleveurs et les empêchent d'accéder à des marchés régionaux et internationaux plus importants.

Par conséquent, selon les prévisions actuelles, les éleveurs africains ne seront pas en mesure de satisfaire la demande croissante. Si le secteur n'enregistre pas une croissance durable d'ici 2050, jusqu'à [un cinquième](#) de la consommation de bœuf, de porc, de volaille et de lait proviendra de l'extérieur du continent.

Les politiques de renforcement du secteur de l'élevage en Afrique peuvent offrir une occasion

majeure de stimuler la croissance économique, d'améliorer les moyens de subsistance et de progresser vers les objectifs de développement.

Vision globale du secteur de l'élevage en Afrique

Contribution économique – L'Afrique abrite environ un tiers du cheptel mondial. Le secteur de l'élevage constitue l'un des principaux moteurs de la croissance économique du continent, avec des contributions allant de 47 % du PIB en Éthiopie à 85 % du PIB en Somalie. Le secteur de l'élevage en Afrique de l'Est génère plus d'un milliard de dollars US par an grâce à l'exportation d'animaux et de viande vers le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. Au Sénégal, le projet *Sénégal génétique laitière* croise des zébus indigènes avec des *Bos taurus* et permet de générer des rendements laitiers jusqu'à 7,5 fois supérieurs et un bénéfice par vache et par an 8 fois supérieur pour les ménages

Nutrition – De 1990 à 2013, grâce à la croissance en Afrique du Nord, la consommation moyenne de lait par habitant en Afrique a augmenté de 37 kg à 44 kg. La production totale d'œufs en Afrique a plus que doublé, passant de 1,4 million à 3 millions de tonnes métriques entre 1990 et 2018, mais elle reste faible par rapport à d'autres régions en développement. On estime que la consommation de lait triplera dans toute l'Afrique au Sud du Sahara entre 2000 et 2050, tandis que celle de porc, de volaille et d'œufs sera multipliée par sept d'ici à 2050.

Santé – Bien que les produits de l'élevage soient riches en macro- et micro-nutriments, les pratiques dangereuses en matière de production, de stockage et de consommation peuvent avoir des effets néfastes sur la santé des populations. Le bétail peut être un réservoir d'agents pathogènes responsables de zoonoses telles que les maladies gastro-intestinales, la grippe aviaire, la rage, la brucellose et la tuberculose. De plus, en raison de l'accès limité à l'eau potable et au savon, les niveaux de biosécurité sont relativement faibles. Ce qui non seulement augmente les risques pour la santé humaine mais limite aussi gravement les possibilités d'accès aux marchés internationaux.

Elevage et approche One Health

Au Tchad, une campagne conjointe de vaccination des populations et du bétail a été menée avec succès. Elle a permis d'optimiser les visites de professionnels des deux disciplines dans les communautés nomades et de répartir les coûts et les infrastructures. Ainsi, 149.255 animaux ont été vaccinés avec succès contre la fièvre charbonneuse, la pasteurellose, la maladie de la jambe noire et la pleuropneumonie bovine contagieuse. De même, 4.653 enfants ont été vaccinés contre la diphtérie, la coqueluche, le tétanos et la poliomyélite ; et 7.703 femmes contre le tétanos.

Climat – Les systèmes d'élevage contribuent de manière significative aux émissions mondiales de gaz à effet de serre d'origine humaine et au changement climatique. La production de bovins, buffles, moutons, chèvres et poulets en Afrique au Sud du Sahara a émis environ 403,5 millions de tonnes d'équivalent CO₂ en 2010. Bien que la contribution de l'Afrique aux émissions mondiales de gaz à effet de serre soit relativement faible, les émissions provenant de l'agriculture, de la sylviculture et d'autres utilisations des terres sont élevées et continuent à augmenter de 1,6 % par an. Le secteur de l'élevage subit également les effets néfastes du changement climatique. On prévoit que le changement climatique augmentera le stress hydrique ainsi que la fréquence des sécheresses et des inondations, ce qui entraînera une baisse des rendements des cultures et une augmentation de la mortalité du bétail.

Femmes

La propriété du bétail, généralement considérée comme un aspect important de

l'autonomisation économique des femmes, concerne 249 millions d'éleveuses en Afrique. Le bétail représente pour ces femmes une source de revenus importante et une opportunité d'accumulation de richesses. Il s'agit du seul bien non foncier que les femmes de la plupart des pays peuvent posséder relativement facilement. Il contribue à réduire les disparités entre les genres en matière de propriété des biens et des ressources et il a des effets positifs sur la sécurité alimentaire des ménages, la nutrition des enfants et l'éducation. En Mauritanie, par exemple, Nancy Abeid Arahamane, ingénieure et entrepreneure, a créé la première laiterie de lait de chamelle d'Afrique en 1989 et représente déjà la moitié du marché mauritanien du lait pasteurisé.

Etudes de cas

Le rapport fournit des analyses approfondies de l'expérience de quatre pays africains qui ont été les premiers à étendre et développer durablement leur secteur de l'élevage au profit des communautés locales grâce à l'innovation institutionnelle et à l'élaboration de politiques novatrices. La reproduction à plus grande échelle des politiques et interventions qui se sont avérées efficaces dans ces pays, pourrait permettre au continent de progresser plus rapidement dans la lutte contre la pauvreté et la faim.

- **Ethiopie** – Le gouvernement a adapté les institutions et les politiques aux besoins des éleveurs, permettant ainsi au secteur de contribuer à la réalisation des engagements en matière de réduction de la pauvreté, de sécurité alimentaire et d'amélioration de la nutrition. Les politiques élaborées visent à renforcer les capacités dans les domaines de la santé animale, la recherche et la commercialisation, afin de soutenir aussi bien la demande intérieure que la demande d'exportation.
- **Mali** – Le Mali se distingue par l'accent mis sur l'amélioration de la santé animale, de l'alimentation et de la productivité des vaches grâce aux techniques de reproduction. Le gouvernement a misé sur les infrastructures et les équipements pour commercialiser le secteur et faciliter l'exportation d'animaux vivants.
- **Afrique du Sud** – Le succès du secteur de l'élevage en Afrique du Sud est assuré par un secteur privé dynamique et des efforts réalisés pour commercialiser la production des petits agriculteurs. Les producteurs peuvent ainsi prospérer grâce à la commercialisation, à l'accès au financement et à un solide système de santé animale.
- **Ouganda** – L'Ouganda se distingue par son engagement à renforcer son secteur laitier grâce à des politiques spécifiques visant à libéraliser l'industrie laitière et à restructurer et privatiser l'entreprise publique de transformation des produits laitiers. Ces interventions ont pour objectif ultime de renforcer la chaîne de valeur des produits laitiers et de maintenir l'autosuffisance en lait.

Recommandations

Le Malabo Montpellier Panel présente 11 recommandations :

1. **Cadre politique** : Concevoir un cadre politique global pour orienter les interventions et soutenir le développement d'un secteur de l'élevage inclusif, holistique, productif, rentable et durable.

2. **Règlementation** : Mettre en place un environnement réglementaire flexible, transparent et harmonisé pour les marchés des intrants et des extrants afin de promouvoir des activités d'élevage hautement sécuritaires, de qualité, nutritives et durables. Reconnaître les droits de propriété des éleveurs.
3. **Développement axé sur le secteur privé** : Promouvoir les investissements du secteur privé dans le secteur de l'élevage, notamment dans les infrastructures et la commercialisation des produits et des intrants de l'élevage. Développer le secteur de l'alimentation animale.
4. **Finances** : Financer le secteur de l'élevage, y compris la santé animale, l'amélioration des espèces animales et la recherche. Développer des services financiers, y compris des assurances, qui répondent aux besoins spécifiques des éleveurs (des montants et des durées de prêts variables, des formes alternatives de garanties, etc.)
5. **Commerce** : Élaborer des programmes d'encadrement des acteurs des chaînes de valeur de l'élevage. Et ainsi veiller à la conformité des produits aux normes internationales de qualité, de sécurité alimentaire et de santé animale, afin de renforcer le commerce intra-africain et mondial du bétail.
6. **Données et recherche** : Accroître la disponibilité et l'accès à des informations et des données complètes et de bonne qualité sur tous les aspects du secteur de l'élevage, pour l'élaboration de politiques efficaces.
7. **Conflit** : Appliquer une approche holistique aux causes profondes des conflits entre les éleveurs et les agriculteurs. Par exemple, un réseau solide de services de soutien, une législation inclusive qui garantit aux éleveurs et aux agriculteurs l'accès aux terres et aux ressources naturelles, et un dialogue renforcé au niveau communautaire.
8. **Ruminants** : Augmenter durablement la productivité, grâce aux nouvelles technologies de reproduction des espèces et ainsi éviter d'augmenter la taille des troupeaux. Soutenir la transformation des éleveurs en producteurs grâce à des stratégies de soutien adaptées au contexte et à des investissements dans les infrastructures.
9. **Volaille** : Exploiter les possibilités d'emploi et d'entrepreneuriat dans le secteur de la volaille pour les femmes et les jeunes. Mieux réglementer l'utilisation excessive des antimicrobiens.
10. **Produits laitiers** : Mobiliser les investissements dans l'industrie laitière pour encourager la spécialisation des pays dans la production laitière et pour renforcer le commerce intra-africain.
11. **Porc** : Promouvoir la valeur ajoutée et accroître la productivité du sous-secteur porcin en adoptant des technologies améliorées, une meilleure gestion des aliments pour animaux et un meilleur respect des normes de santé animale et de sécurité humaine.

NOTES AUX RÉDACTEURS

A propos du Panel Malabo Montpellier

Seize éminents experts africains et internationaux spécialisés dans les domaines de l'agriculture, de l'écologie, de la nutrition et de la sécurité alimentaire composent le Panel Malabo Montpellier. Leurs travaux participent à orienter les choix politiques des gouvernements africains dans leurs stratégies d'accélération des progrès vers la sécurité alimentaire et l'amélioration de la nutrition en Afrique. Le Panel identifie les progrès et les changements positifs réalisés sur le continent et étudie les spécificités des pays les plus performants. Il met ensuite en exergue les innovations institutionnelles les plus importantes ainsi que les interventions politiques et programmatiques qui peuvent être multipliées et reproduites dans d'autres pays.

Le Panel Malabo Montpellier a succédé au Panel Montpellier, créé en 2010. Il met davantage l'accent sur les initiatives africaines telles que le Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture en Afrique (PDDAA) de la Déclaration de Malabo. Le Panel est hébergé par l'*Imperial College* de Londres, l'Université de Bonn et AKADEMIYA2063, et son siège se trouve à Dakar, au Sénégal. Il est coprésidé par le Dr Ousmane Badiane, président d'AKADEMIYA2063, et le professeur Joachim von Braun, directeur du Centre de recherche sur le développement de l'université de Bonn.

www.mamopanel.org

Les membres du Panel

Debisi Araba - Directeur régional du Centre international d'agriculture tropicale (CIAT)

Tom Arnold - Ancien directeur général de l'Institut des affaires internationales et européennes à Dublin et président du groupe de travail de la Commission européenne sur l'Afrique rurale

Ousmane Badiane - Président d'AKADEMIYA2063

Noble Banadda - Professeur et président du département Génie agricole et biosystèmes, Université de Makerere, Ouganda

Sir Gordon Conway - Professeur de développement international à l'*Imperial College* de Londres

Gebisa Ejeta - Eminent professeur de phyto-sélection, phyto-génétique et agriculture internationale à l'université de Purdue

Karim El Aynaoui - Directeur général du think-tank Policy Center for the New South

Ashok Gulati - Président d'Infosys et professeur d'agriculture au conseil indien pour la recherche sur les relations économiques internationales (ICRIER)

Sheryl Hendriks - Cheffe de Département et directrice de l'Institut pour l'alimentation, la nutrition et le bien-être à l'université de Pretoria, Afrique du Sud

Muhammadou M.O. Kah - Vice-Président des affaires académiques, doyen et professeur de technologie de l'information et d'informatique à l'université américaine du Nigéria

Agnes Kalibata – Présidente de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA)

Nachilala Nkombo - Directrice pays du Fonds mondial pour la nature (WWF) en Zambie

Wanjiru Kamau-Rutenberg - Directrice de AWARD (Femmes africaines dans la recherche et le développement agricole)

Ishmael Sunga - Président directeur général de la confédération des syndicats agricoles d'Afrique australe (SACAU)

H.E. Tumusiime Rhoda Peace - Ancienne commissaire de l'Union africaine chargée de l'économie rurale et de l'agriculture

Joachim von Braun - Directeur du Centre de recherche pour le développement (ZEF) de l'université de Bonn